

# Les Délégués gouvernementaux

## Historique de la délégation du gouvernement français au Conseil d'Administration du BIT

*Par Jean-Louis CARTIER*

Il n'est pas indifférent, à plus d'un titre, que l'Organisation Internationale du Travail (OIT) ait été créée par le Traité de Versailles qui mit fin à la Première guerre mondiale. Une des ses conséquences fut le rôle majeur qui échet, tout naturellement, dans la mise en place de l'Organisation, aux deux principaux vainqueurs de la guerre : la France et le Royaume-Uni. Ce double parrainage initial était d'autant plus légitime qu'un important courant de pensée militait, dans chacun des deux pays, pour la création d'une institution internationale de ce genre. Des traces patentes de cette double influence subsistent dans l'Organisation, ne serait-ce que la coexistence d'un droit écrit et de la « pratique constante ».

Ce sont deux Français qui, les premiers, tinrent une place décisive dans l'édification des mécanismes, des textes, des instruments de l'institution naissante. On connaît la part capitale qu'a prise dans cette entreprise, le premier Directeur Général, Albert THOMAS. Le rôle du premier délégué du gouvernement auprès du Conseil d'Administration, Arthur FONTAINE est bien moins connu. Ce haut fonctionnaire qui fut le premier Directeur du Travail français et occupa ce poste pendant vingt ans, fut aussi l'un des rédacteurs de la partie XIII du Traité de Versailles qui prévoit l'institution de l'OIT. Arthur FONTAINE fut constamment réélu à la présidence du Conseil d'Administration, de 1919 à 1931 date de sa mort.

Après lui, il fut décidé que le Président de ce Conseil changerait chaque année, principe toujours en vigueur actuellement.

Notre pays comptant parmi les Etats membres « dont l'importance industrielle est la plus considérable » le gouvernement français est aux termes de l'article 7 de la constitution de l'OIT, représenté de droit au Conseil d'Administration.

Comme en témoigne la liste des délégués, titulaires et suppléants qui ont été nommés depuis 1919, par le gouvernement français pour le représenter au sein du Conseil, notre pays a choisi, à cet effet, des personnalités de premier plan.

Après Charles PICQUENARD, c'est Justin GODART, ancien ministre qui occupa ce poste. Celui-ci qui sera parlementaire pendant 34 ans avait, en tant que ministre, mis en place en France le Conseil national économique consultatif.

Après la Libération et en fonction des vicissitudes de l'heure, le nom du délégué changera plusieurs fois. Ce sera d'abord Adrien TIXIER, Commissaire au travail et à la prévoyance sociale du gouvernement provisoire, puis rapidement Ministre de l'Intérieur. Grand mutilé de la Première guerre mondiale, il travaille avec Albert THOMAS et deviendra sous-directeur au BIT. Pendant la guerre il est le représentant de la France libre à Washington. Accaparé par ses tâches ministérielles, Adrien

TIXIER est remplacé par Alexandre PARODI qui, dans l'avant-guerre, avait été délégué suppléant au Conseil d'Administration. Après une participation active à la Résistance, compagnon de la Libération, il descend les Champs-Élysées aux côtés du Général de Gaulle.

Devenu Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Alexandre PARODI ne fait qu'une brève apparition en tant que délégué. Il est remplacé par Justin GODART qui est alors membre de l'Assemblée Constituante, puis par Paul RAMADIER, ministre, ancien Président du Conseil. Cet homme politique, avocat, professeur d'histoire de droit avait commencé sa carrière en 1916 comme attaché au Cabinet d'Albert THOMAS...Humaniste et travailleur infatigable, il a laissé au BIT le souvenir d'un « grand honnête homme ».

Suite à Paul RAMADIER, Alexandre PARODI, après avoir occupé plusieurs postes diplomatiques et être devenu vice-président du Conseil d'Etat, est nommé délégué de la France en 1961. Il occupa ce poste jusqu'en 1976. Ses éblouissantes qualités de synthèse et de clarté n'ont pas été oubliées. A cette date est nommé un homme au parcours bien différent Gabriel VENTEJOL. Il a commencé sa vie comme ouvrier, peintre sur porcelaine à Limoges. Après un long engagement de militant syndical, il est devenu à 55 ans Président du Conseil Economique et social français. Son immense gentillesse, son sens du compromis, son éloquence remarquable feront merveille au Conseil.

Sans qu'il y ait autre chose dans sa nomination qu'une coïncidence et une symétrie de hasard, c'est un homme venant des milieux patronaux qui succède à Gabriel VENTEJOL, à la mort de celui-ci. Dès son adolescence, Yvon CHOTARD avait montré son énergie et son audace en allant, le 11 novembre 1940, manifester avec d'autres jeunes gens contre l'occupant, à l'Arc de Triomphe. Après la guerre, pendant laquelle il prit part à la Résistance au sein du réseau « Alliance », il fonda une maison d'édition et devint premier vice-président du CNPF. Il est une des rares personnalités à être élu deux fois Président du Conseil d'Administration. Sa mort à Paris pendant que se déroulait une session du Conseil a provoqué parmi les membres de celui-ci et parmi le personnel du BIT une très vive émotion.

Première femme à représenter le gouvernement français, Marie-Thérèse JOIN-LAMBERT, Présidente de l'Observatoire National de la pauvreté et de l'exclusion sociale, a fait bénéficier le Conseil de ses vastes connaissances sociales et de son goût pour la recherche.

Après Jean LAVERGNE, ancien conseiller Social à la présidence de la République, qui a occupé ce poste de juin 2001 à avril 2002, c'est au tour de Michel THIERRY, naguère collaborateur de Yvon CHOTARD pour la préparation du Sommet social de Copenhague, l'un et l'autre également Inspecteur Général des Affaires Sociales, d'assumer ces fonctions depuis le 3 mai.

Depuis le 23 octobre 2002, un retour à la tradition française des désignations de personnalités politiques ou institutionnelles s'est opéré avec la nomination de Philippe SEGUIN, conseiller référendaire à la Cour des comptes, Ancien Ministre des Affaires Sociales, au poste de délégué titulaire du gouvernement au Conseil d'Administration, Michel THIERRY étant délégué suppléant.

Philippe SEGUIN fut élu à la présidence du Conseil d'Administration ( Juin 2004- juin 2005). Nommé Président de la Cour des Comptes, il céda son poste à Nicole AMELINE, Ancienne Ministre.

Nommé le 1er août 2007, Gilles De ROBIEN, également Ancien Ministre, a assuré les fonctions de délégué gouvernemental pendant plus de 7 ans. Il fut élu à la présidence du Conseil d'Administration (juin 2012-juin 2013). Marc BOISNEL, Adjoint au Délégué aux Affaires Européennes et Internationales, puis Cyril COSME, Délégué aux Affaires Européennes et Internationales du Ministère du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité, ont été successivement délégué suppléant.

Depuis janvier 2015, c'est Claude JEANNEROT, ancien sénateur et président du département du Doubs, qui assume les fonctions de représentant du Gouvernement français au Conseil d'Administration du Bureau International du Travail (BIT).